**Modèles d’instruments**

Berne, le 20.11.2017

Table des matières

[Modèle d’instrument conférant les pleins pouvoirs 3](#_Toc498679635)

[Modèle d’instrument conférant les pleins pouvoirs généraux 4](#_Toc498679636)

[Modèle d’instrument d’adhésion 5](#_Toc498679637)

[Modèle d’instrument d’adhésion avec réserve(s)/déclaration(s) 6](#_Toc498679638)

[Modèle d’instrument d’adhésion comme membre associé 7](#_Toc498679639)

[Modèle d’instrument de réserve/déclaration 8](#_Toc498679640)

[Modèle d’instrument de retrait d’une ou de plusieurs réserves/déclarations 9](#_Toc498679641)

[Modèle d’instrument d’inscription/de radiation d’une ou plusieurs lignes ferroviaires dans la liste des lignes ferroviaires CIV et/ou la liste des lignes ferroviaires CIM 10](#_Toc498679642)

[Modèle d’instrument d’inscription d’une ou plusieurs lignes maritimes ou de navigation intérieure dans la liste des lignes maritimes et de navigation intérieure CIV et/ou de la liste des lignes maritimes et de navigation intérieure CIM 11](#_Toc498679643)

[Modèle d’instrument de radiation d’une ou plusieurs lignes maritimes ou de navigation intérieure de la liste des lignes maritimes et de navigation intérieure CIV et/ou de la liste des lignes maritimes et de navigation intérieure CIM 13](#_Toc498679644)

[Modèle d’instrument d’approbation 14](#_Toc498679645)

[Modèle d’instrument de non-approbation 15](#_Toc498679646)

[Modèle d’instrument d’objection 16](#_Toc498679647)

[Modèle d’instrument de retrait d’une objection 17](#_Toc498679648)

# Modèle d’instrument conférant les pleins pouvoirs

**[CHEF D’ÉTAT, CHEF DE GOUVERNEMENT OU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES]**

**PLEINS POUVOIRS**

**NOUS,** [nom et titre du chef d’État, du chef de gouvernement ou du ministre des affaires étrangères],

**AUTORISONS PAR LA PRÉSENTE** [nom et titre] à [action clairement définie, p. ex. : approuver les modifications à la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF) adoptées par la [numéro]e Assemblée générale des [dates] à Berne], au nom du Gouvernement de [nom de l’État].

Fait à [lieu], le [date].

[Signature]

# Modèle d’instrument conférant les pleins pouvoirs généraux

**[CHEF D’ÉTAT, CHEF DE GOUVERNEMENT OU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES]**

**PLEINS POUVOIRS GÉNÉRAUX**

**NOUS,** [nom et titre du chef d’État, du chef de gouvernement ou du ministre des affaires étrangères],

**AUTORISONS PAR LA PRÉSENTE** M./Mme [nom et titre] à [exécuter toute action de traité contraignante dans le cadre de la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF), y compris par exemple les réserves, déclarations, approbations de modifications à la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF)], au nom du Gouvernement de [nom de l’État].

À moins qu’ils ne soient révoqués ou modifiés, les présents pleins pouvoirs restent valides tant que M./Mme [nom] assume les fonctions de [titre] de [État].

Fait à [lieu], le [date].

[Signature]

# Modèle d’instrument d’adhésion

**[CHEF D’ÉTAT, CHEF DE GOUVERNEMENT, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES OU PERSONNE DISPOSANT DES PLEINS POUVOIRS]**

**DEMANDE D’ADHÉSION**

**CONSIDÉRANT** qu’en vertu de l’article 37 de la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF) du 9 mai 1980 telle que modifiée par le Protocole du 3 juin 1999, l’adhésion à la Convention est ouverte à tout État sur le territoire duquel est exploitée une infrastructure ferroviaire,

**NOUS,** [nom et titre du chef d’État, du chef de gouvernement, du ministre des affaires étrangères ou de la personne disposant des pleins pouvoirs], déclarons que le Gouvernement de [nom de l’État], après avoir examiné la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF) dans sa version actuellement en vigueur, demande à adhérer à ladite convention et a l’intention de l’exécuter et d’en appliquer les dispositions en bonne foi, dès que l’adhésion aura pris effet.

**EN FOI DE QUOI,** nous avons signé le présent instrument de demande d’adhésion, à [lieu], le [date].

[Signature]

# Modèle d’instrument d’adhésion avec réserve(s)/déclaration(s)

**[CHEF D’ÉTAT, CHEF DE GOUVERNEMENT, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES OU PERSONNE DISPOSANT DES PLEINS POUVOIRS]**

**DEMANDE D’ADHÉSION AVEC RÉSERVE(S)/DÉCLARATION(S)**

**CONSIDÉRANT** qu’en vertu de l’article 37 de la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF) du 9 mai 1980 telle que modifiée par le Protocole du 3 juin 1999, l’adhésion à la Convention est ouverte à tout État sur le territoire duquel est exploitée une infrastructure ferroviaire,

**NOUS,** [nom et titre du chef d’État, du chef de gouvernement, du ministre des affaires étrangères ou de la personne disposant des pleins pouvoirs], déclarons que le Gouvernement de [nom de l’État], après avoir examiné la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF) dans sa version actuellement en vigueur, demande à adhérer à ladite convention et a l’intention de l’exécuter et d’en appliquer les dispositions en bonne foi, dès que l’adhésion aura pris effet, mais formule la/les déclaration(s)/réserve(s) suivante(s) :

En vertu de l’article [numéro de l’article et paragraphe] de [la COTIF/appendice à la COTIF], le Gouvernement de [nom de l’État][substance de la réserve/déclaration][[1]](#footnote-1).

**EN FOI DE QUOI,** nous avons signé le présent instrument de demande d’adhésion, à [lieu], le [date].

[Signature]

# Modèle d’instrument d’adhésion comme membre associé

**[CHEF D’ÉTAT, CHEF DE GOUVERNEMENT, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES OU AUTRE AUTORITÉ COMPÉTENTE]**

**DEMANDE D’ADHÉSION COMME MEMBRE ASSOCIÉ**

**CONSIDÉRANT** qu’en vertu de l’article 39 de la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF) du 9 mai 1980 telle que modifiée par le Protocole du 3 juin 1999, tout État sur le territoire duquel est exploitée une infrastructure ferroviaire peut devenir membre associé de l’Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires (OTIF),

**NOUS,** [nom et titre du chef d’État, du chef de gouvernement, du ministre des affaires étrangères ou d’une autre autorité compétente], déclarons que le Gouvernement de [nom de l’État], après avoir examiné la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF) dans sa version actuellement en vigueur, demande à adhérer à l’OTIF en tant que membre associé et a l’intention de jouir de ses droits et de remplir ses obligations en cette qualité, conformément aux dispositions de l’article 39 de la COTIF.

**EN FOI DE QUOI,** nous avons signé le présent instrument de demande d’adhésion comme membre associé, à [lieu], le [date].

[Signature]

# Modèle d’instrument de réserve/déclaration

**[CHEF D’ÉTAT, CHEF DE GOUVERNEMENT, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES OU PERSONNE DISPOSANT DES PLEINS POUVOIRS]**

**RÉSERVE/DÉCLARATION**

**NOUS,** [nom et titre du chef d’État, du chef de gouvernement, du ministre des affaires étrangères ou de la personne disposant des pleins pouvoirs],

**DÉCLARONS PAR LA PRÉSENTE** que le Gouvernement de [nom de l’État] formule [la/les réserve(s)/déclaration(s) suivante(s)] :

en vertu de [article] de la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF) [substance de la réserve/déclaration] ;

en vertu de [article] de la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF) [substance de la réserve/déclaration].

Fait à [lieu], le [date].

[Signature]

# Modèle d’instrument de retrait d’une ou de plusieurs réserves/déclarations

**[CHEF D’ÉTAT, CHEF DE GOUVERNEMENT, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES OU PERSONNE DISPOSANT DES PLEINS POUVOIRS]**

**RETRAIT D’UNE/DE RÉSERVE(S)/DÉCLARATION(S)**

**CONSIDÉRANT** que le Gouvernement de [nom de l’État] a formulé, le [date], une/des réserve(s)

en vertu de [article] de la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF), selon laquelle [substance de la réserve/déclaration],

en vertu de [article] de la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF), selon laquelle [substance de la réserve/déclaration],

**NOUS**, [nom et titre du chef d’État, du chef de gouvernement, du ministre des affaires étrangères ou de la personne disposant des pleins pouvoirs], déclarons par la présente que le Gouvernement de [nom de l’État] retire après l’/les avoir examinée(s) ladite/lesdites réserve(s), avec effet immédiat/au [date].

Fait à [lieu], le [date].

[Signature]

# Modèle d’instrument d’inscription/de radiation d’une ou plusieurs lignes ferroviaires dans la liste des lignes ferroviaires CIV et/ou la liste des lignes ferroviaires CIM

**[CHEF D’ÉTAT, CHEF DE GOUVERNEMENT, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES OU PERSONNE DISPOSANT DES PLEINS POUVOIRS]**

**INSCRIPTION/RADIATION D’UNE/DE LIGNE(S) FERROVIAIRE(S) DANS LA LISTE DES LIGNES FERROVIAIRES CIV (ET) / LA LISTE DES LIGNES FERROVIAIRES CIM**

**CONSIDÉRANT** qu’au moment de son adhésion à la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF), le Gouvernement de [nom de l’État] a formulé une déclaration en vertu [de l’article premier, § 6, des Règles uniformes CIV (et)/ de l’article premier, § 6, des Règles uniformes CIM] de ladite convention à l’égard du champ d’application des Règles uniformes CIV (et)/ des Règles uniformes CIM,

**NOUS**, [nom et titre du chef d’État, du chef de gouvernement, du ministre des affaires étrangères ou de la personne disposant des pleins pouvoirs], déclarons que le Gouvernement de [nom de l’État] a examiné ladite déclaration et notifie conformément à l’article 24, § 3, de la COTIF l’inscription/la radiation de la / des lignes ferroviaires suivantes dans la liste des lignes ferroviaires CIV (et)/ la liste des lignes ferroviaires CIM :

* [extrémités du parcours],
* [longueur du parcours en kilomètres],
* [nom et adresse de l’entité gestionnaire de l’infrastructure de la ligne ferroviaire] (facultatif)

Fait à [lieu], le [date].

[Signature]

# Modèle d’instrument d’inscription d’une ou plusieurs lignes maritimes ou de navigation intérieure dans la liste des lignes maritimes et de navigation intérieure CIV et/ou de la liste des lignes maritimes et de navigation intérieure CIM

**[CHEF D’ÉTAT, CHEF DE GOUVERNEMENT, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES OU AUTRE AUTORITÉ COMPÉTENTE]**

**INSCRIPTION D’UNE OU PLUSIEURS LIGNES MARITIMES (ET) / DE NAVIGATION INTÉRIEURE DANS LA LISTE DES LIGNES MARITIMES ET DE NAVIGATION INTÉRIEURE CIV (ET) / DE LA LISTE DES LIGNES MARITIMES ET DE NAVIGATION INTÉRIEURE CIM**

**CONSIDÉRANT** que lorsqu’un transport international faisant l’objet d’un seul contrat de transport inclut, en complément au transport ferroviaire, un transport maritime ou un transport transfrontalier par voie de navigation intérieure, les Règles uniformes CIV (et)/ CIM s’appliquent si le transport maritime ou par voie de navigation intérieure est réalisé sur des lignes inscrites dans la liste des lignes maritimes et de navigation intérieure CIV (et)/ la liste des lignes maritimes et de navigation intérieure CIM,

**(ET) CONSIDÉRANT** que les lignes maritimes et de navigation intérieure reliant les États membres de la COTIF[[2]](#footnote-2) ne sont inclues dans les listes qu’avec l’accord de ces États,

**(ET) CONSIDÉRANT** que le Gouvernement de [nom de l’État] et le Gouvernement de [nom de l’État] sont convenus2 d’inscrire une/des ligne(s) maritime(s) (et)/ de navigation intérieure dans la liste des lignes maritimes et de navigation intérieure CIV (et)/ dans la liste des lignes maritimes et de navigation intérieure CIM[[3]](#footnote-3),

**(ET) CONSIDÉRANT** que le Gouvernement de [nom de l’État] et le Gouvernement de [nom de l’État] sont convenus2 d’appliquer sur la ligne ici notifiée le régime de responsabilité[[4]](#footnote-4) défini à l’article 38 des RU CIM, qui sera identique pour toutes les entreprises incluses dans la liste des lignes,

**NOUS,** [nom et titre du chef d’État, du chef de gouvernement, du ministre des affaires étrangères ou d’une autre autorité compétente], notifions

l’inscription de la ligne maritime/de navigation intérieure suivante dans la liste des lignes maritimes et de navigation intérieure CIV :

* [extrémités du parcours],
* [longueur du parcours en kilomètres],
* [nom et adresse de la ou des compagnies de navigation exploitant conjointement la ligne] ;

l’inscription de la ligne maritime/de navigation intérieure suivante dans la liste des lignes maritimes et de navigation intérieure CIM :

* [extrémités du parcours],
* [longueur du parcours en kilomètres],
* [nom et adresse de la ou des compagnies de navigation exploitant conjointement la ligne],
* l’application du régime de responsabilité particulier défini à l’article 38 des Règles uniformes CIM.[[5]](#footnote-5)

Fait à [lieu], le [date].

[Signature]

# Modèle d’instrument de radiation d’une ou plusieurs lignes maritimes ou de navigation intérieure de la liste des lignes maritimes et de navigation intérieure CIV et/ou de la liste des lignes maritimes et de navigation intérieure CIM

**[CHEF D’ÉTAT, CHEF DE GOUVERNEMENT, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES OU AUTRE AUTORITÉ COMPÉTENTE]**

**RADIATION D’UNE OU PLUSIEURS LIGNES MARITIMES (ET) / DE NAVIGATION INTÉRIEURE DE LA LISTE DES LIGNES MARITIMES ET DE NAVIGATION INTÉRIEURE CIV (ET) / DE LA LISTE DES LIGNES MARITIMES ET DE NAVIGATION INTÉRIEURE CIM**

**CONSIDÉRANT** que le Gouvernement de [nom de l’État] (en accord avec le Gouvernement de [nom de l’État]) a notifié, le [date], l’inscription, en vertu de l’article 24 de la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF), des lignes suivantes :

 • [extrémités du parcours],

• [longueur du parcours en kilomètres],

• [nom et adresse de la ou des compagnies de navigation exploitant conjointement la ligne],

**NOUS,** [nom et titre du chef d’État, du chef de gouvernement, du ministre des affaires étrangères ou d’une autre autorité compétente], en notifions la radiation.

Fait à [lieu], le [date].

[Signature]

# Modèle d’instrument d’approbation

**[CHEF D’ÉTAT, CHEF DE GOUVERNEMENT, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES OU PERSONNE DISPOSANT DES PLEINS POUVOIRS]**

**INSTRUMENT D’APPROBATION**

**CONSIDÉRANT** que les modifications à [liste des dispositions modifiées][[6]](#footnote-6) ont été adoptées par la [numéro]e Assemblée générale qui s’est tenue à [lieu] le [date],

**NOUS**, [nom et titre du chef d’État, du chef de gouvernement, du ministre des affaires étrangères ou de la personne disposant des pleins pouvoirs], déclarons par la présente que le Gouvernement de [nom de l’État] approuve après les avoir examinées les modifications ci-dessus et avons l’intention d’exécuter et d’appliquer en bonne foi la Convention dans sa version modifiée.

**EN FOI DE QUOI,** nous avons signé le présent instrument d’approbation, à [lieu], le [date].

[Signature]

# Modèle d’instrument de non-approbation

**[CHEF D’ÉTAT, CHEF DE GOUVERNEMENT, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES OU PERSONNE DISPOSANT DES PLEINS POUVOIRS]**

**INSTRUMENT DE NON-APPROBATION**

**CONSIDÉRANT** que les modifications à [liste des dispositions modifiées][[7]](#footnote-7) ont été adoptées par la [numéro]e Assemblée générale qui s’est tenue à [lieu] le [date],

**NOUS**, [nom et titre du chef d’État, du chef de gouvernement, du ministre des affaires étrangères ou de la personne disposant des pleins pouvoirs], déclarons par la présente que le Gouvernement de [nom de l’État] rejette, après les avoir examinées, les modifications ci-dessus.

**EN FOI DE QUOI**, nous avons signé le présent instrument de non-approbation, à [lieu], le [date].

[Signature]

# Modèle d’instrument d’objection

**[CHEF D’ÉTAT, CHEF DE GOUVERNEMENT, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES OU AUTRE AUTORITÉ COMPÉTENTE]**

**INSTRUMENT D’OBJECTION**

**CONSIDÉRANT** que les modifications à [liste des dispositions modifiées][[8]](#footnote-8) ont été adoptées par la [numéro]e Commission de révision / Commission d’experts du RID / Commission d’experts techniques qui s’est tenue à [lieu] le [date],

**NOUS**, [nom et titre du chef d’État, du chef de gouvernement, du ministre des affaires étrangères ou d’une autre autorité compétente], déclarons par la présente qu’après avoir examinées les modifications ci-dessus, le Gouvernement de [nom de l’État] fait objection à la / aux modification(s) suivante(s) :

[liste des modifications].

**EN FOI DE QUOI,** nous avons signé le présent instrument d’objection, à [lieu], le [date].

[Signature]

# Modèle d’instrument de retrait d’une objection

**[CHEF D’ÉTAT, CHEF DE GOUVERNEMENT, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES OU AUTRE AUTORITÉ COMPÉTENTE]**

**INSTRUMENT DE RETRAIT D’UNE OBJECTION**

**CONSIDÉRANT** que le [date], le Gouvernement de [nom de l’État] a fait objection à la / aux modification(s) adoptée(s) par la [numéro]e Commission de révision / Commission d’experts du RID / Commission d’experts techniques qui s’est tenue à [lieu] le [date] :

[liste des modifications][[9]](#footnote-9),

**NOUS**, [nom et titre du chef d’État, du chef de gouvernement, du ministre des affaires étrangères ou d’une autre autorité compétente], déclarons par la présente que le Gouvernement de [nom de l’État] retire après l’avoir examinée ladite objection avec effet immédiat/au [date].

Fait à [lieu], le [date].

[Signature]

1. Par exemple :

En vertu de l’article premier, § 6, des Règles uniformes concernant le contrat de transport international ferroviaire des voyageurs (CIV – appendice A à la Convention), le Gouvernement de [nom de l’État] déclare que [nom de l’État] appliquera lesdites Règles uniformes aux transports réalisés sur les parties suivantes de l’infrastructure ferroviaire située sur son territoire : [lignes ferroviaires].

En vertu de l’article premier, § 6, des Règles uniformes concernant le contrat de transport international ferroviaire des marchandises (CIM – appendice B à la Convention), le Gouvernement de [nom de l’État] déclare que [nom de l’État] appliquera lesdites Règles uniformes aux transports réalisés sur les parties suivantes de l’infrastructure ferroviaire située sur son territoire : [lignes ferroviaires]. [↑](#footnote-ref-1)
2. Ce considérant n’est utilisé que pour les lignes reliant les États membres de la COTIF. [↑](#footnote-ref-2)
3. Facultatif : les États peuvent décider d’inscrire des lignes dans les deux listes ou dans une seule. [↑](#footnote-ref-3)
4. Ce régime de responsabilité particulier est facultatif. À utiliser seulement si la parcours maritime concerné est desservi par plusieurs entreprises à inclure dans la liste à la demande de plusieurs États membres. [↑](#footnote-ref-4)
5. Facultatif : les États peuvent ou non convenir d’appliquer le régime de responsabilité particulier. [↑](#footnote-ref-5)
6. Par exemple, la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF) et ses appendices [liste des appendices]. [↑](#footnote-ref-6)
7. Par exemple : [article] de la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF) (et)/ [article] de [appendice] à la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF). [↑](#footnote-ref-7)
8. Par exemple : [article] de [appendice] à la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF). [↑](#footnote-ref-8)
9. Par exemple : [article] de [appendice] à la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF). [↑](#footnote-ref-9)